

Christine LEBEL
Maître de conférences à l'UFR SJEPEG
Université de Franche-Comté (CRJFC, EA 3225)
christine.lebel@univ-fcomte.fr

Spécialités : Droit des affaires (Droit des entreprises en difficulté, Droit des sociétés, Droit de l'entreprise individuelle) **et Droit rural** (Structure juridique des exploitations, Droit viti-vinicole, Droit de l'alimentation, Droit forestier)

SITUATION UNIVERSITAIRE

- Fonctions : Maître de conférences 7^e échelon

Etablissement d'affectation : Université de Franche-Comté, UFR de Sciences juridiques, économiques et gestion de Besançon depuis le 01/09/2014

Université de Lorraine (ancienne dénomination Université Nancy 2) du 01/09/1998 au 31/08/2014

- Habilitation à diriger les recherches, obtenue le 26 février 2000

- Doctorat obtenu le 12 octobre 1996 à Dijon, Prix de thèse de la Faculté de Dijon (Prix Daniel Parisot)

Thèse: *L'élaboration du plan de continuation de l'entreprise en redressement judiciaire*, publié PUAM 2000

- DESS Droit des affaires, mention juriste d'entreprise, 1989, Major de promotion, Faculté de Droit de Dijon ; obtention de l'équivalent DEA en 1989 et autorisation d'inscription en doctorat

I - ACTIVITES PEDAGOGIQUES

A – Université de Franche-Comté depuis septembre 2014

Droit des procédures collectives, M1 Droit privé – Cours magistral à travaux dirigés

Droit bancaire, M1 Droit privé – Cours magistral à travaux dirigés

Droit des sociétés, L3 Droit privé – Cours magistral à travaux dirigés

Droit rural, M1 Droit privé – Cours magistral

Séminaires en Master 2 Droit :

- **Droit des groupements**, M2 Droit privé général
- **Droit des sûretés et procédures collectives**, M2 Droit des affaires et du patrimoine

Licence professionnelle de Banque

- **Droit bancaire**

B - Université de Lorraine :

1) Entre septembre 2009 et août 2014

- Filière Droit

Droit des affaires, 2^e année Licence Droit (de 1998 à 2002 et depuis 2008) – Cours magistral
Droit des procédures collectives, M1 Droit privé – Cours magistral à travaux dirigés
Droit des sociétés, L3 Droit privé – Cours magistral à travaux dirigés (depuis 2013)
Droit rural, M1 Droit privé – Cours magistral (depuis 2010)

Séminaire en droit des procédures collectives, M2 Droit privé général (depuis 1998)
Séminaire en droit des sociétés, M2 Droit privé général et en M2 notarial (depuis 2013)
Séminaire en droit rural, M2 notarial (depuis 2012)

- Autres filières

Droit des procédures collectives, M1 Finances (depuis 2008)
Droit privé économique, 3^e année Licence Droit et Economie, de 2007 à 2009 et depuis 2010

2) Autre cours depuis 1998

Introduction au droit, L.1 Droit, de 2004 à 2007
Droit civil, les personnes L.1 Droit, de 1998 à 2002 et en 2008
Droit des obligations, L.2 Licence AES, de 1999 à 2002
Droit commercial, Licence professionnelle de Banque, de 2001 à 2008
Droit des sociétés, L.2 AES de 1998 à 2000
Procédures collectives L.3 AES de 1999 à 2005
Sécurité sociale, M1 Droit privé de 2000 à 2002
Droit des procédures collectives et droit des affaires, DSN, 4^e semestrialité (de 2005 à 2008)

II - Responsabilités administratives

1° Fonctions pédagogiques :

Responsable pédagogique de la Licence de Droit depuis le 1er septembre 2014 (Université de Franche-Comté)

Directeur des études 2^e année Licence de Droit, de juin 2009 à août 2014 (Université de Lorraine)

2° Comités de sélection

- 2012:

Membre du comité de sélection de Nancy (Université de Lorraine)

Membre du comité de sélection de Nice (Université de Nice)

- 2011:

Membre du comité de sélection de l'IUT Charlemagne (Nancy-Université)

- 2010:

Président du comité de sélection de Nancy (Nancy-Université), recrutement MCF

Membre de trois comités de sélection de Besançon (Université de Franche-Comté), recrutement MCF

Membre du comité de sélection de Lille (Université Lille 2), recrutement MCF

3° Fonctions antérieures :

Vice-Président de la Section de Droit privé, de juin 2007 à juin 2010

Coordonnateur de la Commission consultative de droit privé, de 2009 à 2011

Membre de la commission de spécialistes de Nancy de 2000 à 2003

Membre de la commission de spécialistes de Strasbourg de 2005 à 2008

III - RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

A – Direction scientifique de colloques

- *Organisation matérielle et scientifique d'une conférence « **Les grands thèmes de la transmission de l'entreprise agricole** » en partenariat avec l'Association française de droit rural (AFDR) Section Lorraine, Faculté de Droit de Nancy, 31 mai 2013*

- *Organisation matérielle et scientifique d'un colloque « **Le couple en agriculture** » en partenariat avec l'Association française de droit rural (AFDR), Faculté de Droit de Nancy, 12 et 13 octobre 2012, Revue de Droit rural, janvier 2013*

- *Organisation matérielle et scientifique d'un colloque **Le Luxe et le Droit**, 16 septembre 2011, Faculté de Droit de Nancy, Revue Lamy Droit des affaires, décembre 2011*

- *Organisation matérielle et scientifique d'un colloque **L'entreprise individuelle, commerciale et artisanale dans tous ses états**, sous le Haut Patronage du Secrétaire d'Etat aux PME, 3 décembre 2010, Faculté de Droit de Nancy, Revue Lamy Droit des affaires février 2010*

- *Organisation matérielle et scientifique d'un colloque **Le renforcement de l'efficacité des procédures collectives par l'ordonnance du 18 décembre 2008 et le décret du 12 février 2009**, 11 juin 2009, Faculté de Droit de Nancy,*

- *Organisation matérielle et scientifique d'une journée consacrée à la commémoration du **Bicentenaire du Code de commerce** à Nancy, 20 septembre 2007, Faculté de Droit de Nancy sous le Haut patronage Madame Perrette Rey, Président du Tribunal de Commerce de Paris et Président de la conférence des juges consulaires de France et de Monsieur Daniel Tricot, Président de la chambre commerciale, financière et économique de la Cour de*

B - Soutenances de thèses

1) Université d'Aix-Marseille, D. KLIFA, La pratique contractuelle des prestataires de services d'investissement confrontée à l'ordre public, Dir. B. Brignon, 11 décembre 2014, en qualité de rapporteur

2) Université de Franche-Comté, F. Hmoda, La protection des créanciers au sein des groupes de sociétés, Dir. J.P. Legros, mars 2013, en qualité de rapporteur

3) Université Nancy 2, L. Franck, Les contrats de location financière dans les procédures collectives d'apurement du passif en droits français et allemands comparés, Dir. F. Jacquot, 15 déc. 2011

4) Université Nancy 2, A. Stéphane, Croissance des coopératives : inflexions capitalistes ? , Dir. F. Jacquot, 10 juil. 2010, présidence de jury et en qualité de rapporteur

5) Université de Strasbourg, M. Akapovie, Les activités économiques des collectivités religieuses, analyse juridique, Dir. I. Riassetto, 9 déc. 2009, en qualité de rapporteur

6) Université de Franche-Comté, M. Laqtaïbi, L'élargissement du domaine d'application du droit de la faillite, Dir. J.P. Legros, 4 déc. 2009, en qualité de rapporteur

7) Université Nancy 2, R. Nze Ndong Dit Mbele, Le dirigeant en droit privé français, Dir. F. Jacquot, 9 juillet 2008, présidence de jury et en qualité de rapporteur

8) Université Nancy 2, D. Lhote, L'interposition de personne, Dir. G. Goubeaux, 26 juin 2002

9) Université Nancy 2, A. Bamba, Les incidences du passage à l'euro sur les contrats internationaux, Dir. F. Jacquot, 9 déc. 1999

C - Directions de thèses en cours :

Les comptes courants d'associés

L'EIRL et les garanties de paiement

Intérêt social et intérêt des associés

D – Autres responsabilités scientifiques :

- **Coordination d'un dossier au Journal spécial des sociétés, novembre 2014 :**
« Sociétés civiles, sociétés commerciales : divergences et convergences » avec la participation de J.J. Ansault, PR Univ. Rouen, K. Sid Ahmed, MCF Univ. Cergy-Pontoise, A. Cerati-Gauthier, MCF HDR Univ. Aix en Pce, B. Brignon, MCF HDR, Univ. Aix en Pce et moi-même

- **Membre du comité d'organisation des Mélanges en l'honneur du Président Daniel Tricot** (parution janvier 2011, chez Litec-Dalloz) ; Remise à la Cour de cassation le 19 janvier 2011 par le Premier président de la Cour de cassation.

- **Membre du comité éditorial des Annales de la Faculté de Droit**, Sciences économiques et gestion de Nancy (Nancy-Université), édité par les PUN (presses universitaires de Nancy)

- **Membre d'un groupe de travail d'aide aux doctorants** dans le cadre du centre de recherche Institut François Génys de l'Université de Lorraine, ayant pour objet la « redécouverte » des travaux de François Génys

IV - ACTIVITE DE RECHERCHE

A - TRAVAUX

1°Thèse

L'élaboration du plan de continuation de l'entreprise en redressement judiciaire Dijon, 12 octobre 1996, Dir. Pr. Daniel Tricot, puis Pr. Arlette Martin-Serf – Jury : Pr. Arlette Martin-Serf, Pr. Yves Chaput (Paris I), Pr. M. Germain (Paris II), Haut conseiller Daniel Tricot (chambre commerciale de la Cour de cassation, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et Science politique de Dijon, Vice Président honoraire de l'Université de Bourgogne), J.P. Legros (Dijon), soutenue le 12 octobre 1996 et publiée aux Presses universitaires d'Aix-Marseille (PUAM) en 2000.

2° Ouvrages

- **Droit des affaires**, Cours et exercices corrigés, coll. Cursus, éd. Armand Collin, oct. 2012
- **L'entreprise individuelle**, coll. Axe Droit, Lamy (juin 2011)
- **Le système de la protection sociale**, en collaboration avec A. Bourdon, et L. Magnien, collec. Droit Eco Gestion, éd. Ellipses 2002
- **L'élaboration du plan de continuation de l'entreprise en redressement judiciaire**, Préf. A. Martin-Serf, PUAM, 2000 (publication de ma thèse)

3° Participation à des ouvrages collectifs

1) **Le droit de retrait de l'associé**, in Mél. en l'honneur du Professeur R. Le Guidec, Lexisnexis mars 2014, p. 747 à 760

2) **François Geny : juriste et propriétaire forestier**, in « La pensée de François Geny », sous. dir. Doyen O. Cachard, Dalloz janv. 2013, p. 139 à 151

3) **Professions libérales et droit des entreprises en difficulté**, in « Entreprises en difficulté » collec. Droit 360 °, Lexisnexis, sous la dir. Pr Roussel Galle, Lexisnexis 2012, pp. 43-64

4) **Sociétés civiles, sociétés commerciales, une distinction encore pertinente en droit français ?**, in «Droit privé européen : l'unité dans la diversité, Convergences en droit de l'entreprise ? », sous dir. Doyen O. Cachard, Seiller 2012, p. 225 à 233

5) **La situation des associés indéfiniment responsables du passif social en cas de défaillance de la société**, Mél. en l'honneur du Président D. Tricot, Litec, Dalloz 2011, p. 487 à 505

6) **L'attractivité du droit français des procédures collectives : la prévention des difficultés**, in Pratique des affaires (les atouts du droit français), coll. Axe Droit, éd. Lamy, 2010, p. 129 à 144

7) **La société en participation : précisions et illustrations jurisprudentielles**, Annales de la Faculté, vol 2, 2009-2010, éd. PUN 2010, p. 172

8) **Le paiement à l'épreuve des procédures collectives**, Mélanges en l'honneur du Doyen B. Gross, PUN 2009, p. 449

9) **La théorie de l'unité du patrimoine à l'épreuve des procédures collectives**, Mélanges en l'honneur du Professeur G. Goubeaux, Dalloz-LGDJ 2009, p. 33

10) **Le dessaisissement du débiteur soumis à une procédure collective**, Mélanges en l'honneur du Professeur Ch. Dugas de la Boissonny, PUN 2008, p. 127

3° Articles

- Participation à des dossiers collectifs :

1) **L'associé décédé**, in Dossier « Sociétés civiles, sociétés commerciales : divergences et convergences, Journal des sociétés, nov. 2014, p. 28 à 33

2) **Les particularités d'une association en difficulté**, in Dossier « Le droit associatif, 2^e partie », Journal des sociétés, sept. 2014, p. 36 à 40

3) **L'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 et les plans de sauvegarde et de redressement**, Gaz. Droit des entrp. en diff., 8 avril 2014, p. 19 à 21

- 2) **Le règlement amiable agricole réformé par l'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014**, Rev. proc. coll. 2014, Dossier 25
- 3) **La dégénérescence de la société en formation ou l'échec de la constitution avec l'activité débutée ou continuée sans immatriculation**, in Dossier « La période de formation de la société », Journal des sociétés mars 2014, p.26 à 30
- 5) **Les sociétés d'exercice libéral et les sociétés de participations financières de la profession libérale de vétérinaires**, in Dossier Le renouveau des SEL et des SPFPL, Journal des sociétés févr. 2014, p. 38 à 43

- 6) **Les indisponibilités du droit des procédures collectives**, in Actes du Colloques « Les indisponibilités » Rev. Lamy Droit des affaires, 2013, 4788 et Dr.& patr. janv. 2014, p. 34
- 7) **L'entreprise agricole conjugale en difficulté**, RD rur. janvier 2013, Colloque 7, en collaboration avec M. Gobbé, avocat

- 8) **De la vigne au droit**, 13^e Entretiens de droit viti-vinicole « de la Villa Bissinger (Aÿ le 30 nov. 2011), RD rur. 2012, Dossier n° 21 et n° 22
- 9) **Le traitement des difficultés du GAEC**, in « Les groupements d'exploitation en commun, 1962-2012 » sous dir. Pr. J. Foyer et S. Crevel, RD rur. déc. 2012, Dossier 32
- 10) **Le GAEC, structure juridique d'entreprise agricole**, in Dossier GAEC précité, RD rur. 2012, Dossier 18
- 11) **Livre III de la partie législative du Code forestier : Bois et Forêts des particuliers**, in « L'ordonnance n° 2012-92 relative à la partie législative du Code forestier », Rev. Dr. rur (RDR). 2012, Dossier 14

- 12) **Le Luxe et la défaillance de l'entreprise**, in Actes du colloque « Le luxe et le droit », Rev. Lamy Droit des Affaires, RLDA 2011, 3801
- 13) **L'information des actionnaires**, in « L'information dans les sociétés, Journal des sociétés, déc. 2011, pp. 14-16
- 14) **Innovations apportées aux plans de sauvegarde et de redressement par la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010**, Gaz. Pal. Droit des entreprises en difficulté 7-8 janv. 2011, p.9
- 15) **Du commerçant et de l'artisan à l'activité commerciale et l'activité artisanale**, in Actes du colloque « L'entreprise individuelle commerciale et artisanale dans tous ses états » sur Rev. Lamy Droit des Affaires (RLDA), 2011, 3295
- 16) **Les plans après l'ordonnance du 18 décembre 2008**, in Dossier Gazette des procédures collectives), 6 et 7 mars 2009, p. 46
- 17) **Les mesures conservatoires dans l'ordonnance du 18 décembre 2008**, Rev. proc. coll. 2009, p. 52

- Autres articles publiés :

- 1) **Modification du Livre VI du Code de commerce par la loi ESS du 31 juillet 2014**, JCP E 2014, 1548
- 2) **La réforme des SNC et des SARL par l'ordonnance du 31 juillet 2014**, Lexbase Hebdo Affaires n° 395, du 25 sept. 2014, N3832BUH
- 3) **Amélioration de l'impartialité des tribunaux et de l'indépendance des mandataires de justice et le renforcement de la sécurité juridique par l'ordonnance du 12 mars 2014**, Lexbase Hebdo Affaires n° 393 du 11 sept. 2014, N3591BUK
- 4) **Eligibilité des associés de certaines sociétés de personnes aux procédures collectives**, JCP E 2014, 1207

- 5) **Le couple et le statut du fermage**, Rev. Loyers 2013

- 6) **La fin de l'exploitation agricole en couple**, Lexbase Hebdo éd. privée 505, 29 nov. 2012, N4620BTB
- 7) **Procédure collective et réunion à l'actif des biens du conjoint, à propos de l'abrogation de l'article L.624-6 C. com.**, JCP N 2012, 1315

- 8) **EIRL : L'adaptation des règles gouvernant le déroulement de la procédure**, Rev. proc. coll. mars-avril 2011, Dossier 19
- 9) **Entrée en application de l'EIRL, les mesures réglementaires de la loi du 15 juin 2010**, JCP E 2011, act. 56
- 10) **L'EIRL en difficulté, ou l'adaptation du Livre VI du Code de commerce à l'ouverture d'une procédure collective à l'encontre du patrimoine d'affectation d'un débiteur personne physique**, Rev. Lamy Droit des Affaires 2011, 3210

- 11) **Création d'un Code des métiers et de l'artisanat**, JCP E 2010, 430 et JCP G 2010, 865
- 12) **La qualité des produits alimentaires précisée par la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche**, RDR oct. 2010, Etude 18
- 13) **Droit de l'animal, exercice de la profession vétérinaire et sécurité sanitaire**, RDR oct. 2010, Etude 19
- 14) **Le statut juridique de l'agriculteur, entrepreneur, réformé par la loi du 27 juillet 2010**, RDR oct. 2010, Etude 20
- 15) **Adoption de l'EIRL (Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée) et autres mesures relatives à l'entreprise individuelle**, JCP E 2010, act 362
- 16) **Modifications des dispositions du Code rural et de la pêche maritime relatives au droit de la vigne et du vin par l'ordonnance n° 2010-459 du 6 mai 2010 (articles 4 à 8)**, RD rur. août-sept. 2010, Etude 13

- 17) **Les avatars de la codification à droit constant**, JCP éd. G 2010, act. 404
- 18) **L'article L 235-5 du Code de la Sécurité sociale et les professions civiles indépendantes en procédure collective**, D. 2010, p. 835 et Lettre Omnidroit du 24 févr. 2010, p. 2
- 19) **Le traitement des difficultés de l'exploitation agricole**, RD rur. avril 2009, Etude 23, p. 33
- 20) **L'exercice du retrait litigieux à l'épreuve des procédures collectives**, D. 2008, p. 2455
- 21) **Brèves remarques sur le projet de loi de modernisation de l'économie, à propos de l'entrepreneur individuel**, JCP E 2008, Act. 240
- 22) **L'ouverture de la procédure dans le projet d'ordonnance « portant diverses mesures en faveur des entreprises en difficulté »**, Gazette des procédures collectives 2008/2 des 27 et 29 avril 2008, p. 3
- 23) **Le cotisant est-il un débiteur ?** (la problématique inextricable de l'article R 241-2 du Code de la Sécurité sociale), Gazette des procédures collectives 2008/1, des 23 et 24 janvier 2008, p. 19
- 24) **Etre ou ne pas être en cessation des paiements**, Gazette des procédures collectives, numéro spécial, 7 et 8 septembre 2005, p. 14
- 25) **La période d'observation dans la loi de sauvegarde des entreprises en difficulté du 26 juillet 2005**, Rev. proc. coll. 2005, p. 197
- 26) **Evolution de la propriété mobilière et don manuel**, Droit et patrimoine, septembre 1999, p. 48

3° Notes de jurisprudence

A paraître :

- **Remise en cause de l'inéligibilité de l'associé gérant d'EARL aux procédures collectives ?**, Cass. com. 4 novembre 2014, n° 13-20.711, à paraître RD. rural
- **Consécration de l'unité de la date de cessation des paiements**, Cass. com. 4 novembre 2014, n° 13-23.070, FS+P+B+R+I, à paraître, Rev. Lamy Dr. affaires

2014

- 1) **Avertissement personnel à déclarer et notion de contrat publié**, Cass. com. 16 septembre 2014, n° 13-20.392, JCP N 2014, à paraître
- 2) **Prise d'effet de l'inconstitutionnalité de la saisine d'officine et caractérisation de la cessation des paiements du débiteur**, Cass. com. 18 novembre 2014, n° 13-17.438, Lexbase Hebdo Affaires n° 405, du 11 déc., 2014, N5042BUB
- 3) **Le délai pour délivrer congé de l'article L.411-7 est un délai minimum**, Cass. 3^e civ., 19 novembre 2014, n° 13-25.934, Lexbase Hebdo Privée n° 593 du 4 déc. 2012, N4904BU8
- 4) **Indépendance des contrats et ouverture d'une procédure collective à l'égard du fournisseur du contrat principal**, Cass. com. 4 novembre 2014, n° 13-24.270, Lexbase Hebdo Affaires n° 403 du 27 nov. 2014, N4833BUK
- 5) **Autorisation d'exploiter obtenue par un GAEC en formation**, Cass. 3^e civ., 5 nov. 2014, n° 13-10.888, Lexbase Hebdo Privée n° 591 du 20 nov. 2014, N4667BUE
- 6) **Recevabilité de l'action sociale ut singuli contre le liquidateur amiable d'une société**, CA Paris 11 septembre 2014, 13/13435, Lexbase Hebdo Affaires n° 401 du 13 nov. 2014, N4556BUB
- 7) **Caractérisation du bail à métayage et qualification du refus du bailleur de recevoir le fermage**, Cass. 3^e civ., 9 septembre 2014, n° 13-18.997, Gaz. Pal. 9 nov. 2014, p. 14
- 8) **Recouvrement du compte courant de l'associé en liquidation judiciaire**, Cass. com. 23 septembre 2014, n° 12-29.262 et 13-15.437, JCP E 2014, 1605
- 9) **Pas de prescription biennale pour l'action en requalification du bail dérogatoire**, Cass. 3^e civ., 1^{er} octobre 2014, n° 13-16.806, FS-P+B+I, JCP G 2014, 1146, – **cité BICC n° 814 du 15/01/15**
- 10) **Décision de rétrocession de la SAFER : notion de candidat évincé**, Cass. 3^e civ., 24 sept. 2014, n° 13-21.467, Lexbase Hebdo Privée, n° 588, du 23 oct. 2010, N4316BUE
- 11) **Interprétation stricte des exemptions au droit de préemption de la SAFER**, Cass. 3^e civ., 24 sept. 2014, n° 13-20.577, Lexbase Hebdo Privée, n° 586 du 9 oct. 2014, N4026BUN
- 12) **Inopposabilité à la procédure d'un acte conclu en méconnaissance du dessaisissement du débiteur**, Cass. com. 16 sept. 2014, n° 13-11.737, Lexbase Hebdo Affaires n° 398 du 16 oct. 2014, N4214BUM
- 13) **Vente du fichier d'une agence immobilière en liquidation judiciaire**, Cass. com. 8 juillet 2014, n° 13-19.395, Rev. juris. com. 2014, p. 342
- 14) **Mise en œuvre du droit de préemption urbain en liquidation judiciaire**, Cass. 3^e civ. 25 juin 2014, n° 13-19.429, Rev. juris. com. 2014, p. 340
- 15) **Echange occulte des parcelles : pas de sanction sans préjudice du bailleur**, Cass. 3^e civ., 9 juillet 2014, n° 13-17.002, Lexbase Heddo Privé n° 583 du 18 sept. 2014, N3664BUA
- 16) **Créance de salaire différé de l'agriculteur en liquidation judiciaire**, Cass. com. 11 juin 2014, n° 12-28.769, JCP E 2014, 1500

- 17) Répartition de l'actif en liquidation judiciaire**, Cass. com. 11 juin 2014 (2 arrêts), n° 13-12.658 FS-P+B+R+I, et n° 13-17.997, FS-P+B+I, Rev. Lamy Dr. aff. 2014, comm. 5188 – **cité BICC n° 810 du 01/11/14**
- 18) Résolution de la vente d'un cheval atteint de claudication**, Cass. 1e civ. 19 février 2014, n° 12-13.668 et 12.13.876, RD rur. 2014, comm. 202
- 19) Attribution du bail au preneur proposé par le bailleur et plan de cession de l'exploitation en difficulté**, Cass. com. 27 mai 2014, n° 12-11.674, RD rur. 2014, comm. 192
- 20) Bail mixte : être ou ne pas être un bail commercial ?**, Cass. 3e civ., 9 juillet 2014, n° 12-29.329, JCP G 2014, 992
- 21) Validité de la signification par acte d'huissier du congé donné par lettre missive**, Cass. 3^e civ., n° 13-18.369, Rev. Loyers 2014, comm. 1865
- 22) Vente de gré à gré d'un immeuble indivis en liquidation judiciaire**, Cass. com. 11 juin 2014, n° 13-16.194 et 13-20.375, JCP E 2014, 1448
- 23) Qualification des locaux monovalents et clause d'accession**, Cass. 3e civ., 21 mai 2014, n° 13-12.592, JC G 2014, 866
- 24) Possibilité d'inscrire une hypothèque judiciaire conservatoire et déclaration d'insaisissabilité**, Cass. com. 11 juin 2014, n° 13-13.643, JCP E 2014, 1380
- 25) La nullité de l'apport réalisé en période suspecte**, Cass. com. 1er avril 2014, n° 13-14.086, JCP E 2014, 1345
- 26) Droit à indemnité du locataire en cas de congé non motivé**, Cass. 3e civ., 19 février 2014, n° 11-28.806, JCP éd G 2014, 508
- 27) Droit de reprise du bailleur indivis en cas de défaillance du preneur**, Cass. 3^e civ., 14 févr. 2014, n° 12627.827, Gaz. Pal. 2-3 avril 2014, p. 18-21
- 28) Liquidation judiciaire : impossibilité d'agir pour le gérant associé en réparation de la perte de la valeur de ses parts sociales**, Cass. com. 28 janv. 2014, n° 12-27.901, Rev. Lamy Dr. Aff. 2014, comm. 5033
- 29) Modalité de mise en œuvre de l'action en report de la date de cessation des paiements**, Cass. com. com. 28 janvier 2014, n° 13-11.509, JCP E 2014, 1119
- 30) Locations saisonnières renouvelées et bénéfice du statut des baux commerciaux**, Cass 3^e civ., 22 janv. 2014, n° 12-26.176, Rev. Loyers 2014, comm. 1765
- 31) Responsabilité de l'associé à l'égard d'un cocontractant de la société**, Cass. com. 18 févr. 2014, n° 12-29.752, Lexbase Hebdo affaires 27 mars 2014, N141BUM
- 32) Sanctions du non-respect des conditions de publicité des décisions de rétrocession de la SAFER**, Cass. 3e civ., 19 févr. 2014, n°12-18.286, Lexbase Hebdo privée 20 mars 2014, N1382BUQ
- 33) Exception de nullité d'une consignation réalisée en période suspecte**, Cass. com. 11 févr. 2014, n° 12-16.938, Lexbase Hebdo affaires 6 mars 2014, N1141BUS

- 34) Résiliation d'un bail pour cession prohibée : la maladie du preneur n'est pas un cas de force majeure**, Cass. 3^e civ. 22 janv. 2014, n° 2-28.246Lexbase Hebdo privée 27 févr. 2014, N1003BUP
- 35) Le caractère impératif du formalisme de la cession de parts de SARL**, Cass. com. 21 janv. 2014, 12-29.221, Lexbase Hebdo affaires 20 févr. 2014, N086BUQ
- 36) Délai de mise en œuvre du droit d'option**, Cass. 3^e civ., 11 déc. 2013, n° 12-29.020, JCP G 2014, 206
- 37) Résiliation d'un bail rural portant sur des petites parcelles non soumis au statut du fermage**, Cass. 3^e civ., 22 janv. 2014, n° 12-27.211, Lexbase Hebdo privée, 6 févr. 2014, N0666BU9
- 38) Congé pour cause de retraite délivré en cours d'exécution du plan, le redressement n'aura pas lieu**, RDR 2014, comm. 31
- 39) Conditions de validité du nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement**, Cass. 1^e civ., 1^{er} oct. 2013, n° 12-24.558, JCP E 2014, 1045
- 40) Exploitation viticole : rappel des droits et obligations des parties au contrat de bail rural**, Cass. 3^e civ., 17 déc. 2013, n° 12-15.059, Lexbase Hebdo privée 23 janv. 2014, N0329BUQ
- 41) Transmission universelle du patrimoine en cas de fusion : transmission du cautionnement aussi !**, Cass. com. 7 janv. 2014, n° 12-20.204, Lexbase Hebdo affaires 16 janv. 2014, N0227BUX
- 42) Précisions sur les critères d'application du droit transitoire en matière de reprise des poursuites d'un débiteur frappé d'une interdiction de gérer**, Cass. com. 3 déc. 2013, n° 12-23.050, Lexbase Hebdo affaires, 9 janv. 2014, N0118BUW
- 43) L'impossibilité de contester seul l'attribution du prix d'adjudication pour le débiteur en liquidation judiciaire**, Cass. com. 13 nov. 2013, n° 12-28.572, JCP E 2014, 1001

2013

- 1) Caractéristiques de la créance de salaire différé du descendant de l'exploitant**, Cass 1^e civ., 6 nov. 2013, n° 12-25.239, Lexbase hebdo privée 19 déc. 2013, N9908BT7
- 2) Action en revendication, modalités de reconnaissance du droit de propriété**, Cass. com. 5 nov. 2013, n° 12-25.765, Lexbase hebdo affaires, 12 déc. 2013, N9830BTA
- 3) Délai de déclaration de la créance d'indemnité d'un contrat en cours**, Cass. com 5 nov. 2013, n° 12-20.263, Rev. Lamy Dr. Aff. 2013, comm. 4855 – **cité BICC n° 797 du 01/04/14**
- 4) La notification, modalité de mise en œuvre de la connaissance effective des décisions de rétrocessions de la SAFER**, Cass. 3^e civ., 30 oct. 2013, n° 12-19.870, Lexbase hebdo privée 21 nov. 2013, N9431BTH

- 5) Contribution aux pertes par l'associé de SARL et liquidation amiable de la société,** Cass. com. 8 oct. 2013, n° 12-24 ?825 Lexbase hebdo affaires, 14 nov. 2013, N9349BTG
- 6) Droit au toponyme, privilège de tènement contre marque viticole,** RDR 2013 comm. 216
- 7) L'exécution du contrat continué,** Cass. com. 17 sept. 2013, n° 12-21.659, Lexbase hebdo affaires 24 oct. 2013, N9152BT7
- 8) Prorogation du bail en raison de la proximité de l'âge de la retraite paralysant le droit de reprise du bailleur,** Cass. 3^e civ., 2 oct. 2013, n° 12-19.964, Lexbase hebdo privée 24 oct. 2013, N9071BT7
- 9) Le pas-de-porte a franchi les portes du Conseil constitutionnel,** Cass 3^e civ., 9 juil. 2013, n° 13-40.024 et C. cons. 27 sept. 2013, Dec. N° 2013-343 QPC, Gaz. Pal. 17 oct. 2013, p. 15
- 10) Exercice d'une activité concurrente à celle de la SAS par un associé,** Cass. com. 10 sept. 2013, n° 12-23.888 Lexbase hebdo affaires 3 oct. 2013, N8765BTS
- 11) Autorisation de céder le bail : l'indispensable contrôle des conditions requises,** Cass. 3^e civ., 18 sept. 2013, n° 12-21.293, Lexbase hebdo privée 3 oct. 2013, N8753BTD
- 12) La résistance de la déclaration d'insaisissabilité face à l'action paulienne du liquidateur,** Cass. com. 23 avril 2013, n° 12-16.035, JCP N 2013 1228
- 13) L'extension de procédure, exception à l'exclusivité de la demande, d'ouverture,** Cass. com. 9 juill. 2013, 2 arrêts, n) 11-14.629 et n° 12-16.635, Lexbase hebdo affaires 12 sept. 2013, N8494BTR
- 14) Droit de préemption du preneur l'acte de vente n'est pas la persistance dans l'intention d'aliéner,** Cass. 3^e civ., 10 juil. 2013, n° 10-25.979, Lexbase hebdo privée, N8357BTP
- 15) Recours contre l'autorisation de vente de l'immeuble, objet d'une déclaration d'insaisissabilité en cas de liquidation judiciaire de l'entrepreneur,** Cass com 18 juin 2013, n° 11-23.716 et Cass. 2^e civ., 6 juin 2013, n° 12-18.482, JCP E 2013, 1452 – **cité BICC n° 792 du 01/12/13**
- 16) Compétence du juge-commissaire en matière de contrat en cours,** Cass. com. 18 juin 2013, n° 12-14.836, Lexbase hebdo affaires, 25 juil. 2013, N8300BTL
- 17) Droit de préemption de la SAFER : précisions relatives aux conditions d'exercice,** Cass 3^e civ., 5 juin 2013, 2 arrêts, n° 12-18.313 et n° 11-26.088, Lexbase hebdo privée, 25 juil. 2013, N8172BTT
- 18) Droit de reprise contre droit de cession : rencontre en terre de conflit sur fond sociétaire,** Cass 3^e civ. 5 juin 2013, n° 12-18.465 Lexbase hebdo privée, 11 juil. 2013, N7960BTY
- 19) Liquidateur de société, représentant légal ne veut pas dire dirigeant !,** Cass. com. 11 juin 2013, n° 12-18.853, Lexbase hebdo affaires N7887BTB
- 20) La notion de contrepartie onéreuse, élément constitutif du fermage,** Cass 3^e civ., 24 avril 2013, Lexbase hebdo privée, 20 juin 2013, N7645BTC

- 21) La conversion en liquidation judiciaire n'est pas une décision d'ouverture de procédure**, Cass. com. 23 avril 2013, n° 12-17.189 Lexbase hebdo affaires, N7469BTS
- 22) Loyer d'habitation, la créance postérieure est exclue du traitement préférentiel**, Cass. com. 12 mars 2013, n° 11-24.365, JCP E 2013 1341
- 23) Le capital social non libéré non libéré n'est pas de l'actif disponible**, Cass. com. 23 avril 2013, n° 12-18.453, Lexbase hebdo affaires, N7373BTA
- 24) Efficacité relative du droit de rétention sur les documents administratifs de circulation en cas de liquidation judiciaire**, Cass. com. 23 avril 2013, n° 12-13.690, Rev. Lamy Dr. aff. 2013, comm. 4612
- 25) Conditions de poursuite du bail par le descendant du preneur décédé**, Cass 3^e civ., 24 avril 2013, 12-14.579 ,Lexbase hebdo privée, 30 mai 2013, N7222BTN
- 26) Compétence du tribunal de commerce : appréciation de la nature de l'acte au jour de sa conclusion**, Cass. com. 12 mars 2013, n° 12-11.765, JCP G 2013, 610
- 27) Droit des sociétés et prescription des actions en responsabilité**, Cass. com. 3 avril 2013, n° 12-15.492 Lexbase hebdo affaires 16 mai 2013, N6994BT9
- 28) Compensation légale et procédure collective, réciprocité et déclaration obligatoires**, Cass. com. 5 févr. 2013, n° 12-12.808, JCP E 2013, 1259
- 29) L'indemnité d'éviction ne cesse pas en cas d'expropriation de l'immeuble**, Cass. 3^e civ. 20 mars 2013, n° 11-28.229 Rev. Loyers 2013, p. 229 – **cité BICC n° 786 du 15/07/13**
- 30) Obligation de travail en commun et dissolution d'un GAEC**, Cass. com ; 20 nov. 2012, n° 10-25.081, RDR 2003 comm. 86
- 31) Connexité des reprises réciproques d'un compte courant ?**, Cass. com. 9 avril 2013, n° 12-14.356, Lexbase hebdo affaires 1^{er} mai 2013, N6951BTM
- 32) Action sociale ui singuli : application littérale de la loi**, Cass. com. 19 mars 2013, n° 12-14.213 Lexbase hebdo affaires 25 avril 2013, N6781BTC
- 33) Cessation d'activité et indivisibilité et notion de reprise partielle : les solutions appliquées par la Cour de cassation**, Cass. 3^e civ., 10 avril 2013, 12-14.837, Lexbase hebdo privée, 25 avril 2013, N6814BTK
- 34) Qualification du contrat d'apport de récolte à une coopérative agricole : un contrat en cours**, Cass. com. 19 févr. 2013, n° 12-23.146, Lexbase hebdo affaires 4 avril 2013, N6495BTQ
- 35) Le code civil ne déroge pas au code de l'environnement en matière de dégâts de gibier**, Cass. 2^e civ., 13 déc. 2012, n° 11-27.538, Gaz. pal 4 avril 2013, p. 19
- 36) La gestion cynégétique, motif d'inclusion de petites parcelles dans une ACCA**, CJUE 4 oct. 2012, n° 57412/08, Gaz. pal. 4 avril 2013, p. 18
- 37) Droit de reprise pour un établissement public hospitalier, une activité viticole annexe pluri-centenaire ne peut suffire !** Cass. 3^e civ 12 déc. 2012, 2 arrêts, n° 11-25.960 et n° 11-25.961, D. 2013 p. 814

38) Créance de salaire différé d'un enfant dans le cadre de l'exploitation des parents : précisions jurisprudentielles, Cass. 1^e civ., 27 févr. 2013, n° 11-28.359, Lexbase hebdo privée 28 mars 2013, N6337BTU

39) L'impossibilité d'exercer son droit de retrait après la dissolution de la société, Cass. com. 12 févr. 2013, n° 12-13.837 Lexbase hebdo affaires, N6189BTE

40) Liquidation de la communauté légale : l'entreprise viticole écartelée entre les biens professionnels et l'industrie personnelle d'un conjoint, Cass. 1^e civ., 19 déc. 2012, n° 11-25.264, Lexbase hebdo privée, 14 mars 2013, N6130BT9

41) Associé de société civile, le droit de retrait est strictement personnel, Cass. com. 4 déc. 2012, n° 11-14.592, JCP E 2013, 1150

42) Confusion de patrimoines pour cause de relations financières anormales entre une SARL et une SCI, Cass. com. 15 janv. 2013, 2 arrêts, n° 11-27.648 et n° 11-28.173, Lexbase hebdo affaires 21 févr. 2013, N5920BTG

43) Ouverture d'un redressement judiciaire : saisine d'office contraire à la Constitution, JCP E 2013, act. 4

44) Répartition des bénéficiaires d'une société créée de fait ayant une activité civile, Cass. com. 4 déc. 2012, n° 11-24.174, Lexbase hebdo affaires 17 janv. 2013, N5372BT7

45) Le délai pour demander la nullité du bail en cas de refus définitif d'autorisation d'exploiter, Cass. 3^e civ., 12 déc. 2013, n° 11-24.384, Lexbase hebdo privée, N5357BTL

46) Prononcé de la liquidation judiciaire dans le délai de la contestation de la saisie-attribution, Cass. com. 2 oct. 2012, n° 11-22.387, JCP E 2013, 1001

2012

1) Cession de droits sociaux : de l'intérêt de respecter les formalités obligatoires, Cass. com. 5 sept. 2012, n° 11-30.018, JCP E 2012, 1759

2) Droit de préemption de la SAFER et réalisation des actifs en liquidation judiciaire : l'indivisibilité de l'ordonnance du juge-commissaire, Cass. 3^e civ., 19 sept. 2012, n° 10-21.858, FS +P+B+R+I, Act. proc. coll. 2012 repère 249

3) Vendre n'est pas revendre, ou les conditions d'ouverture de la procédure collective agricole, CA Bourges 14 juin 2012, RDR 2012, comm. 76

4) Infirmité de la liquidation judiciaire pour cause de projet de plan sérieux, CA Agen 2 juillet 2012, RDR 2012 comm. 77

5) Le pouvoir discrétionnaire du bailleur limité : la transformation de la forme juridique de la société à laquelle le bail a été apporté, Cass. 3^e civ., 31 oct. 2012, n° 11-23.194, Lexbase hebdo privée, 20 déc. 2012, N5079BTB

6) Lorsque le conjoint de l'associé n'a pas la qualité d'associé, Cass. com. 6 nov. 2012, n° 11-25.058, Lexbase Hebdo affaires 13 déc. 2012, N4943BTA

- 7) Révocation du gérant de SARL : nullité d'une clause indemnitaire et procédure de révocation**, Cass. com. 6 nov. 2012, n°11-20.582, Lexbase hebdo affaires, 29 nov. 2012, N4715BTS
- 8) Obligations de caractériser les fautes de gestion du dirigeant pour engager sa responsabilité**, Cass. com. 30 oct. 2012, n° 11-12.231, Lexbase hebdo affaires 15 nov. 2012, N4488BTE
- 9) Clôture pour insuffisance d'actif : conditions de mise en œuvre d'une action en responsabilité contre le liquidateur**, Cass. com. 10 mai 2012, n° 10-28.217, JCP E 2012, 1315
- 10) La déclaration d'insaisissabilité face à l'intérêt collectif des créanciers**, Cass. com. 13 mars 2012, n°11-15.438, JCP N 2012, 1281
- 11) La cessation des paiements précisée**, Cass. com. 7 févr. 2012, n° 11-11.347, JCP E 2012, 1414
- 12) Rémunération du gérant de SARL : au nom de la loi, remboursez !**, Cass. com. 25 sept. 2012, n° 11-22.754, Lexbase hebdo affaires, 11 oct. 2012, N3936BTX
- 13) Lorsque l'interdiction légale d'exercer ne suffit pas**, CA Dijon 23 juin 2012, RDR 2012, comm. 60
- 14) Lorsqu'une interdiction légale d'exerce une activité agricole ne suffit pas**, CA Dijon 23 juin 2011, RDR 2012 comm. 61
- 15) Conflits entre associés sur fond de plan de continuation**, CA Bordeaux 17 oct. 2011, RDR 2012 comm. 62
- 16) Ne pas confondre l'autorisation de retrait avec le rachat des parts sociales**, Cass. com. 20 mars 2012, n° 11-13.534, RDR 2012 comm. 63
- 17) Notion de cause légitime de révocation judiciaire du gérant**, CA Poitiers, 9 déc. 2011, RDR 2012 comm.64
- 18) Le décès de l'associé de société civile professionnelle**, Cass. 1^e civ., 12 juil. 2012, n° 11-18.453, Lexbase hebdo affaires, 27 sept. 2012, N3673BT9
- 19) Compensation pour dettes connexes : rappel des conditions de mises en œuvre**, Cass. com. 19 juin 2012, n° 10-21.641, Lexbase hebdo affaires 6 sept. 2012, N3376BT9
- 20) Appréciation objective de la cessation des paiements d'une filiale**, Cass. com. 3 juil. 2012, n° 11-18.026, Lexbase hebdo affaires 26 juil. 2012, N3271BTC,
- 21) Etendue des engagements d'un associé et liberté de conserver ses parts sociales**, Cass. com. 10 juil. 2012, n° 11-14.267, Lexbase hebdo affaires, 19 juil. 2012, N3137BTD
- 22) Pas de nullité en cas de méconnaissance des conditions de majorité des décisions modifiant les statuts d'une SARL**, Cass. com. 30 mai 2012, n°11-16.272, Lexbase hebdo affaires, N2604BTM
- 23) Compétence du tribunal de la procédure pour apprécier la connexité entre créances résultant de contrats administratifs**, Cass. 1^e civ., 4 mai 2012, n° 10-26.115, Lexbase hebdo affaires, N2446BTR

- 24) Appréciation de la condition d'existence en nature dans le patrimoine de la société débitrice**, Cass. com. 10 mai 2012, n° 11-17.626 Lexbase hebdo affaires 31 mai 2012, N2208BTX
- 25) Détermination de l'assiette de calcul de la variation du loyer par le jeu de la clause d'échelle mobile**, Cass. 3^e civ., 3 mai 2012, n°11-13.448 , Rev. Loyers 2012 comm. 1456
- 26) Cession de gré à gré en liquidation judiciaire et transfert du droit de propriété**, Cass. com. 13 mars 2012, n° 10-24.192, Lexbase hebdo affaires 3 mai 2012, N1667BTW
- 27) La publicité collective du vin : utopie ou réalité ?**, Cass. 1^e civ., 23 fév. 2012, n° 10-17.887, JCP G 2012, 542
- 28) L'abrogation de l'article L 624-6 du Code de commerce**, Cons. const. 20 janv. 2012, QPC 2011-212, JCP E 2012, 1194
- 29) Conditions de la poursuite des associés d'une SNC par un créancier social**, Cass. com. 20 mars 2012, n° 10-27.340, Lexbase hebdo affaires 12 avril 2012, N1336BTN
- 30) Preuve de l'acceptation tacite de la clause de réserve de propriété**, Cass. com. 31 janv. 2012, n°10-28.407, Lexbase hebdo affaires 22 mars 2012, N0950BTD
- 31) SELARL- SCEA : un couple inusuel pour l'exploitation d'un domaine viticole !**, note sous CA Colmar, 10 janv. 2012, JCP E 2012, 1158
- 32) Une société est dissoute par l'arrivée de son terme et en l'absence de prorogation**, Cass. com. 31 janv. 2012, n°10-24.715, Lexbase hebdo affaires 22 mars 2012, N0957BTM
- 33) Les limites du dessaisissement d'un associé en liquidation judiciaire**, Cass. com. 18 oct. 2011, n° 10-21.146,, JCP E 2012, 1018
- 34) Voies de recours et jugement statuant sur un recours formé contre une ordonnance du juge-commissaire constatant la résiliation du bail commercial**, Cass. com. 7 fév. 2012, n° 10-26.164, RLDA 2012, 3954
- 35) La reprise des actes d'une société en formation : automatique ne veut pas dire implicite!**, Cass. com., 13 déc. 2011,, n° 11-10.699, RLDA 2012, 3847
- 36) Appel du jugement d'extension d'une liquidation judiciaire : les conséquences du principe d'unité de la procédure collective**, Cass. com. 6 déc. 2011, n° 10-24.885, Lexbase hebdo affaires, 23 févr. 2012, N0425BTW
- 37) Mise en œuvre du droit commun de la clause résolutoire après l'ouverture du redressement judiciaire du locataire**, Cass. com., 6 déc. 2011, n°10-13.448 Rev. Loyers 2012, 1391
- 38) L'inefficacité de la condition suspensive de l'accord du crédit-bailleur à la sous-location**, Cass. 3^e civ., 7 déc. 2011,n° 10-30.695, Rev. Loyers 2012, 1377
- 39) Le vin ne sera plus livré !**, CA Orléans, 10 nov. 2011, RDR 2012 comm. 53
- 40) Associé de fait : le nom ne suffit pas**, Cass. com. 21 févr. 2012, n° 10-12.211, RDR 2012 comm. 52
- 41) Déclaration de créance d'une rente viagère**, Cass. com. 6 déc. 2011, n° 10-24.968, RDR 2012 comm. 42

- 42) Limitation dans le temps de la confusion de patrimoines**, CA Bordeaux 14 juin 2011, RDR 2012 comm. 41
- 43) Une entreprise agricole n'est pas un bien isolé du débiteur en liquidation judiciaire**, CA Poitiers 17 mai 2011, RDR 2012 comm. 31
- 44) Résolution du plan de continuation et cessation des paiements du débiteur**, CA Amiens, 10 nov. 2011, RDR 2012 comm. 17
- 45) Résolution du plan de continuation d'un agriculteur décédé**, CA Amiens, 10 nov. 2011, RDR 2012 comm. 16
- 46) Ce qui n'est pas de l'actif disponible**, CA Montpellier, 15 nov. 2011, RDR 2012 comm. 5
- 47) Conditions de la poursuite des associés d'une SNC par un créancier social**, Cass. com., 20 mars 2012, Lexbase N1336BTN
- 48) Preuve de l'acceptation tacite de la clause de réserve de propriété**, Cass. com. 31 janvier 2012, Lexbase N0950BTD
- 49) Une société est dissoute par l'arrivée de son terme et en l'absence de prorogation**, Cass. com., 31 janvier 2012, Lexbase N0957BTM
- 50) Appel du jugement d'extension d'une liquidation judiciaire : les conséquences du principe d'unicité de la procédure collective**, Cass. com. 6 décembre 2011, Lexbase N0425BTW
- 51) Régime juridique de l'EIRL**, D. n° 2012-122 du 30 janv. 2012, JCP E 2012, act. 12

2011

- 1) La lettre recommandée constitue une notification, peu importe son irrégularité**, note sous Cass. Ass. pl. 7 oct. 2011, n° 10-30.191, JCP E 2011, 1894
- 2) La déclaration d'insaisissabilité résiste à la liquidation judiciaire**, Cass. com. 28 juin 2011, n° 10-15.482 JCP N 2011, 1238
- 3) Débiteur marié sous un régime de communauté universelle, les inconvénients du plan de redressement**, Rép. Min n°104335, JCP E 2011, 1872
- 4) Dissolution d'une société unipersonnelle : publicité légale sur publicité légale vaut !**, note sous Cass. Com. 20 sept. 2011, n° 10-15.482, JCP E 2011, 1827 et JCP G 2011, 1325
- 5) L'exception d'inexécution pour défaut de paiement d'une somme d'argent paralysée**, note sous Cass. com., 28 juin 2011, n° 10-15.068, JCP E 2011, 1713
- 6) La déclaration de créance, préalable obligatoire pour la compensation de dettes connexes**, Cass. com., 3 mai 2011, n° 10-10.758, JCP E 2011, 1656 et JCP G 2011, 1023

- 7) Pas de liquidation judiciaire simplifiée lorsque le débiteur est propriétaire d'un immeuble**, note sous CA Douai, 5 avril 2011, JCP E 2011, 1552
- 8) L'efficacité de la déclaration d'insaisissabilité en cas de liquidation judiciaire de l'entrepreneur**, Cass. com. 28 juin 2011 n° 10-15.482, JCP E 2011, act. 375
- 9) Le gage ne peut être assimilé à une saisie-attribution**, CA Bordeaux 8 juin 2011, JCP E 2011, 1531
- 10) Légalité de la mise en œuvre de la responsabilité pour insuffisance d'actif d'un dirigeant soumis à une procédure collective**, CE 20 mai 2011, n° 325102, JCP E 2011, 1498
- 11) Impossibilité d'une exploitation commerciale réalisée par un fonctionnaire**, Cass 3^e civ. 16 févr. 2011, n° 09-71.158, JCPE 2011, 1465 et JCP G 2011, 649
- 12) La déclaration d'insaisissabilité n'est pas une mesure conservatoire**, CA Nancy 23 mars 2011, JCP E 2011, 1368
- 13) Cessation des paiements : piqûre de rappel de la Cour de cassation**, Cass. com. 15 févr. 2011,n) 10.13.751, JCP E 2011, 1280
- 14) Ouverture d'une liquidation judiciaire à l'égard d'un débiteur retiré : l'ordre chronologique importe peu**, Cass. com. 15 février 2011, n° 10-13.625, JCP E 2011, 1238
- 15) La validité d'un paiement réalisé après le jugement d'ouverture est conditionnée par le type de créance réglée**, Cass. com. 3 nov. 2010, JCP E 2011, 1002
- 16) Non respect d'une obligation de faire : obligation de déclarer et possibilité de compenser**, Cass. com. 5 oct. 2010, JCP E 2011, 1003
- 17) Les pouvoirs du directeur général délégué de SAS**, Cass. com. 21 juin 2011,n° 10-20.878, RLDA 2011, 3638
- 18) Caractéristiques de la mésestente pour cause de dissolution judiciaire de la société**, Cass.3^e civ., 16 mars 2011, n°10-15.459, RLDA 2011, 3468
- 19) Conditions d'appréciation des facteurs locaux de commercialité : prise en compte de l'activité du sous-locataire**, Cass. 3^e civ . 8 déc. 2010, n° 09-70.784, RLDA 2011, 3317
- 20) Interprétation de l'article L 243-5 du Code de la Sécurité sociale précisée par le Conseil constitutionnel** (Cons. const. QPC du 11 février 2011), Gazette Droit des entrep. en difficulté, 2 avril 2011, p. 11
- 21) Compétence des juridictions de l'ordre judiciaire en l'absence de participation à l'exécution d'un service public**, T. confl ., 17 oct. 2011,n° 3809, Rev. Loyers 2011, 1369
- 22) Motif légitime de non-exploitation du fonds dans les trois dernières années du bail**, Cass. 3e civ., 26 oct. 2011, n° 10-25.243, Rev. Loyers 2011, 1368
- 23) De la preuve par le bailleur de l'exécution de son obligation de délivrance**, Cass. 3e civ., 13 sept. 2011,n° 10-24.626, Rev. Loyers 2011, 1367
- 24) La renonciation tacite du locataire à se prévaloir d'un pacte de préférence**, Cass. 3e civ., 3 nov. 2011,n° 10-20.297, Rev. Loyers 2011, 1366

- 25) Clause résolutoire : le commandement de payer est obligatoire**, Cass. com. 28 juin 2011, n° 10-19.331, Rev. Loyers 2011, 1333
- 26) Pas d'indemnité d'éviction en cas de destruction totale du bien loué**, Cass 3^e civ., 29 juin 2011, n° 10-16.975, Rev. Loyers 2011, 1332
- 27) L'efficacité de la clause de renonciation au statut des baux commerciaux**, Cass. 3^e civ. 5 avril 2011, n° 10-16.456, Rev. loyers 2011, 1317
- 28) Succession de baux dérogatoires et application du statut**, Cass. 3^e civ., 6 avril 2011, n° 10-12.097, Rev. Loyers 2011, 1308
- 29) L'obligation de donner congé par acte extrajudiciaire**, Cass. 3^e civ., 23 mars 2011, n° 10-12.254, Rev. Loyers 2011, 1293
- 30) Pas de renouvellement en cas d'usage exclusivement professionnel**, Cass. 3^e civ., 9 mars 2011, n° 10-30.223, Rev. loyers 2011, 1283
- 31) Le congé avec offre de renouvellement sous réserve ne vaut pas exercice du droit de repentir par le bailleur**, Cass 3^e civ., 9 mars 2011, n° 10-10.409, Rev. loyers 2011, 1282
- 32) La seule réalisation d'une activité de sculpteur est insuffisante pour qualifier le contrat de bail commercial**, CA Paris 27 janv. 2011, Rev. loyers 2011, 1274
- 33) Obligation d'immatriculation du preneur en cas de soumission volontaire au statut des baux commerciaux**, Cass. 3^e civ., 18 janv. 2011, n° 09-71.910, Rev. loyers 2011, 1271
- 34) Modification notable des caractéristiques du local et déplaçonnement du loyer**, note sous Cass 3^e civ., 8 décembre 2010, n° 09-17.294, Rev. Loyers 2011, 1263
- 35) La résiliation du contrat de bail en raison de la destruction de la chose louée : le respect d'un équilibre objectif entre les intérêts respectifs**, Cass 3^e civ., QPC, 4 janvier 2011, n° 10 -19.975, Rev. loyers 2011, 1261
- 36) Nullité d'une clause résolutoire non conforme aux prescriptions légales**, Cass. 3^e civ. 8 déc. 2010, n° 09-16.939, Rev. loyers 2011, 1254
- 37) Redressement judiciaire d'une SARL ayant pour activité l'entraînement des chevaux**, CA Versailles, 8 septembre 2011, RDR 2011 comm. 141
- 38) Le traitement des difficultés du pêcheur à pied**, CA Poitiers, 21 juin 2011, RDR 2011 comm. 140
- 39) Il faut distinguer le défaut de paiement de la cessation des paiements**, CA Paris, 17 mars 2011, RDR 2011 comm. 139
- 40) Un redressement judiciaire manifestement impossible**, CA Dijon 28 juin 2011, RDR 2011, comm. 138
- 41) L'interruption de la saisie-vente par l'ouverture de la sauvegarde du saisi**, CA Pau, 19 mai 2011, RDR comm. 130
- 42) Ouverture d'un redressement judiciaire à l'égard d'un viticulteur**, CA Bordeaux 5 janvier 2011, RDR 2011 comm. 129

- 43) Impossibilité de la demande de retrait judiciaire en cas de non-respect de la procédure statutaire**, CA Montpellier, 14 déc. 2010, RDR 2011 comm. 106
- 44) Communauté de vie n'implique pas redressement judiciaire commun**, CA Toulouse, 10 mai 2011, RDR 2011, comm. 105
- 45) Critères de l'exercice habituel d'une activité agricole indépendante**, CA Douai, 17 mai 2011, RDR 2011, comm. 104
- 46) Modifier n'est pas résoudre**, CA Poitiers, 22 février 2011, RD rur. 2011, com. 91
- 47) La comptabilité d'une EARL n'est pas un commencement de preuve par écrit**, CA Toulouse, 25 janvier 2011, RDR 2011, comm. 90
- 48) L'acte mixte ou la qualification et la prescription de l'action en paiement relative à la fourniture de porte-greffes**, CA Nîmes 20 janvier 2011, RDR 2011, comm. 80
- 49) Création du registre de l'agriculture**, Décret n° 2011-327 du 24 mars 2011, RDR 2011, comm. 76
- 50) La dissolution matrimoniale n'implique pas la dissolution sociale**, CA Dijon, 5 octobre 2010, RDR 2011 comm. 66
- 51) Pas de droit de préemption dans les articles 1861 et 1862 du Code civil**, Cass. com. 7 déc. 2010, n° 09-17.351 RDR 2011, comm. 59
- 52) Maintien de l'activité de l'entreprise, finalité du plan de redressement**, CA Caen 27 janvier 2011, RDR 2011, comm. 58
- 53) Ouverture d'une procédure collective à la demande d'un agriculteur**, CA Rouen, 2e ch., 20 mai 2010, RDR 2011, comm. 42
- 54) La négligence dans les obligations administratives liées à l'exploitation ne justifie pas la liquidation judiciaire de l'agriculteur**, CA Dijon 8 juin 2010, RDR 2011, comm. 23
- 55) Les issues heureuses d'un redressement judiciaire**, CA Paris 29 juin 2010, RDR 2011, comm. 22
- 56) Unité d'activité et unicité de procédure collective**, Cass. com. 3 nov. 2010, n° 09-17.152 RDR 2011, comm. 9

2010

- 1) Lorsque le bailleur joue à « qui perd gagne » !**, Cass. 3^e civ. 10 nov. 2010, n° 09-16.783, Rev. loyers 2010, p. 470, **cite BICC n° 737 du 01/03/11**
- 2) Privilège de juridiction : appréciation objective de l'exigence d'impartialité**, Cass 2^e civ 23 sept. 2010, n° 09-17.114, JCP G 2010, 1083 – **cité BICC n° 734 du 15/01/11**
- 3) Les effets de la déclaration d'insaisissabilité**, CA Douai, 23 sept. 2010, JCP E 2010, 2076

- 4) Précisions en matière de compétence juridictionnelle du tribunal de la procédure collective**, CA Reims 19 avril 2010, JCP E 2010, 2019
- 5) Privilège du nouvel apport en trésorerie : rappel des conditions légales à l'occasion de l'homologation de l'accord de conciliation**, CA Montpellier, 2 fév. 2010, JCP E 2010, 1875
- 6) La situation du séquestre conventionnel désormais précisée !** obs. Avis C. cass. 25 juin 2010, n° 0100003P, JCP E 2010, 1875
- 7) Le débiteur peut contester la date de cessation des paiements fixée provisoirement dans le jugement d'ouverture du redressement judiciaire**, CA Paris 23 fév. 2010, JCP E 2010, 1632
- 8) Mise en œuvre du principe de primauté du plan de redressement**, CA Caen 8 avril 2010, JCP E 2010, 1585
- 9) La saisie des rémunérations d'un débiteur en liquidation judiciaire, Cass. com. 13 avril 2010**, n° 08-19.074, JCP E 2010, 1534
- 10) La poursuite d'un associé après la radiation au RCS de la société dissoute**, Cass. 3^e civ. 10 fév. 2010, n° 09-10.982, JCP E 2010, 1484
- 11) Eligibilité aux procédures collectives : la seule qualité de gérant ne suffit pas !**, Cass. 2^e civ. 21 fév. 2010, n° 08-19.984, JCP E 2010, 1357
- 12) Déclaration d'insaisissabilité et intérêt collectif des créanciers**, TGI Nancy 6 juillet 2009, JCP E 2010, 1229
- 13) Les conditions de mise en œuvre de la faillite personnelle précisées par la Cour de Cassation**, Cass. com. 1^{er} déc. 2009, n° 08,17.187, FS+P+B+R+I, JCP E 2010, 1115
- 14) Mieux vaut un plan de redressement non satisfaisant qu'une liquidation judiciaire**, note TC Paris 1^{er} déc. 2009, JCP E 2010, act. 55
- 15) Le tribunal de commerce, juge naturel des contestations entre commerçants**, Cass. com. 27 oct. 2009, n° 08-18.004, JCP E 2010, 1037
- 16) Reprise de l'apport en nature de l'associé retrayant**, Cass 3^e civ, 12 mai 2010, n° 09614.747, JCP N 2010, 1256 et JCP E 2010, 1794
- 17) Liberté contractuelle et bail rural**, Cass 3^e civ 9 déc. 2009, n° 08-18.559, JCP N 2010, 1168
- 18) Lorsque le contrat de vendre n'est qu'un contrat d'entremise**, Cass 3^e civ. 17 juin 2009, n° 08-18.833, JCP N 2010, 1003
- 19) Reprise des engagements souscrits en période de formation : maintien de l'interprétation stricte**, Cass. com. 13 juill. 2010, n° 09-68.142, RLDA 2010, 3045
- 20) Liquidation amiable de la société et clôture pour extinction du passif de la liquidation judiciaire**, Cass. com. 8 juin 2010, n° 09-15.550, RLDA 2010, 3052
- 21) La sanction du non-respect des statuts et du règlement intérieur d'une société commerciale**, Cass com 18 mai 2010, n° 08-14.855 RLDA 2010, 2988

- 22) La détermination de la rémunération du gérant de SARL ne procède pas d'une convention**, Cass. com. 4 mai 2010, n° 09-13.025, RLDA 2010, 2931
- 23) Conditions d'ouverture d'une liquidation judiciaire à l'encontre d'un syndicat professionnel**, Cass. com. 16 mars 2010, n° 09-12.539 LPA 28 juin 2010, p. 17
- 24) Conditions d'application de l'article 47 CPC**, Cass. 1^e civ. 25 fév. 2010 n° 09-11.180 et Cass. com. 2 mars 2010 n° 09-10.429, LPA 29 avril 2010, p. 10
- 25) Clause résolutoire de plein droit : l'interprétation stricte de la Cour de cassation perdue**, Cass. 3^e civ. 15 sept. 2010, n° 09-10.339, Rev. loyers 2010, 1230
- 26) Préavis réduit du bail d'habitation et conditions de validité du commandement de payer du bail commercial**, Cass. 3^e civ., 30 juin 2010, n° 09-16.244, Rev. loyers 2010, 1212
- 27) Impossibilité d'une seconde délivrance de la chose louée**, Cass. 3^e civ 19 mai 2010, n° 09-12.640, Rev. loyers 2010, 1108
- 28) Lorsque la règle spéciale déroge à la règle générale !** Cass 1^e civ., 30 sept. 2010, n°09-16.890, RD rur. 2010 com. 133
- 29) Publicité mensongère : le vin de table n'est pas un vin de pays**, CA Aix en Pce 12 janv. 2010, RDR 2010, comm. 132
- 30) Précisions relatives à l'application de la loi dans le temps et appel du représentant légal d'une société**, Cass com. 21 sept 2010, n° 09-69.109, RDR 2010, comm. 130
- 31) La disparition de l'intérêt social, motif insuffisant pour quitter un GFA**, Cass 1^e civ., 3 juin 2010, n° 09-65.995, RDR 2010, comm 119
- 32) Tentative de contournement du dessaisissement au moyen d'une EARL**, CA Orléans, 7 sept. 2009, RDR 2010, comm 99
- 33) La dispense de pouvoir spécial des caisses de mutualité sociale agricole pour déclarer les créances des organisations professionnelles et syndicales de l'agriculture**, Ass. pl. 26 mars 2010, n° 09-12.843, RDR 2010, comm 62
- 34) La prorogation du terme d'une société civile n'est pas un acte d'administration**, Cass. com. 24 nov 2009, n° 08-19.991, RDR 2010, comm 64
- 35) Terres agricoles préemptées par la SAFER : régularisation de la vente par acte authentique ordonnée par le juge**, CA Riom 17 sept. 2009, RDR 2010, comm. 49
- 36) Départ d'un associé et règlement de son compte-courant**, Cass. com. 24 nov. 2009 RDR 2010, n° 08-17.171, comm 48
- 37) Séparation d'un couple de fait : recours possible à la société créée de fait pour la liquidation des intérêts financiers d'un domaine agricole**, note Cass. com. 15 déc 2009, n° 08-18.301, RDR 2010, comm 42
- 38) Conditions et nature juridique du droit au bois bourgeois du Comté de Dabo**, Cass 3^e civ 13 mai 2009 n° 08-16.525, RDR 2010, comm 38
- 39) Conditions de préemption d'une propriété viticole en liquidation judiciaire par la SAFER**, CA Bordeaux 15 juin 2009, RDR 2010, comm 32

40) Difficultés d'exécution de la vente de bois sur pied, CA Besançon 13 mai 2009 et CA Nancy 10 juin 2009, RDR 2010, comm 22

41) Lorsque des constantes violations des statuts caractérisent la mésentente entre associés, CA Paris 17 juin 2009, RDR 2010 comm 16

42) Les conditions d'ouverture d'une procédure collective à l'égard d'un agriculteur, précisées à l'occasion de la résolution du plan de continuation, Cass. com. 20 oct. 2009, n° 08-18.321, RDR 2010, comm 15

43) Les héritiers non agréés d'un associé décédé d'un GAEC, Cass. com. 29 sept. 2009, n° 08-16.368, RDR 2010, comm 3

2009

1) Le lien direct à la gestion de sociétés commerciales, critère de détermination de la compétence du tribunal de commerce, Cass. com. 27 oct. 2009, n° 08-20.384, JCP G 2009, 590

2) L'ouverture d'une procédure de sauvegarde : Thomson SA, TC Nanterre 30 nov. 2009, JCP E 2009, act. 604

3) La fixation des créances à l'épreuve de la résolution du plan, Ass. pl. 10 avril 2009, n° 08-10.154, JCP E 2009, 2030

4) Ne confondez pas vigneron et viticulteur !, CE 18 fév. 2009, 5^e et 4^e ss. n° 300659, JCP E 2009, 1650

5) L'annulation de la vente après l'ouverture d'une procédure collective, Cass. com. 20 janv. 2009, n° 08-11.098, FS-P+B+R+I., JCP E 2009, 1381

6) Le gérant de SARL n'est pas un débiteur, Cass. com. 12 nov. 2008, n° 07-16.998, FS-P+B+R+I, JCP E 2009, 1023

7) La vente d'immeuble en liquidation judiciaire et le droit de préemption urbain, CE 17 déc. 2008, 1^e et 6^e ss. n° 316411, JCP N 2009, 1232

8) Contrôle judiciaire de l'autorisation administrative d'exploiter accordée au cessionnaire d'un bail rural : l'avènement de la notion d'entreprise agricole dans la cession du bail rural, Cass. 3^e civ 1^{er} oct. 2008, n° 07-17.242, JCP N 2009, 1008

9) Dissolution d'un GAEC pour mésentente familiale, CA Bordeaux 26 mars 2009, RDR 2009, comm 181

10) L'exécution des obligations des parties dans la vente de bois sur pied, CA Bordeaux 4 mai 2009, RDR 2009, comm 168

11) Distinction entre le refus de payer et la cessation des paiements, CA Angers 17 mars 2009, RDR 2009, comm 161

12) Fraude paulienne à l'occasion de la vente de vin, Cass 3^e civ 4 mars 2009, n° 08-11.364, RDR nov 2009, comm 155

- 13) La SAFER et la garantie d'éviction due par le vendeur**, Cass 3^e civ 6 mai 2009, n° 07-21.242, RDR nov 2009, comm 154
- 14) La vente des biens warrantés dans la liquidation judiciaire du débiteur**, CA Angers 16 sept 2008 RDR 2009, comm 131
- 15) La représentation de la MSA par son directeur général pour déclarer une créance**, note CA Montpellier 16 déc 2008, RDR 2009, comm 110
- 16) Tromperie sur les qualités substantielles du vin**, Cass crim. 13 janv 2009, n° 08-82.780, RDR 2009, comm 84
- 17) La confusion de patrimoines, attraction d'une EARL dans la commercialité du débiteur**, CA Montpellier 24 juin 2008, RDR 2009, comm 80
- 18) N'est pas gérant qui veut !**, note CA Montpellier 24 juin 2008, RDR mai 2009, com 79
- 19) L'article L 411-37 du Code rural, les créances de fermage et l'arrêt des poursuites individuelles à l'encontre de la société exploitante**, CA Lyon 21 mai 2008, RDR 2009, comm 38
- 20) Contrat d'intégration : détermination du bénéficiaire de la prime d'abattage**, CA Agen 14 oct 2008, RDR 2009, comm 23
- 21) La vente de gré à gré du château d'un domaine viticole en liquidation judiciaire**, note Cass com 8 déc 2008, n° 07-17.610, RDR 2009, comm 12
- 22) Vin et publicité : le mariage est-il possible ?** Cass 1^e civ 22 mai 2008, n° 07-14.984, RDR 2009, comm 20

2008

- 1) L'associé retrayant et l'abus de majorité**, Cass. com. 17 juin 2008, n° 0618.045n FS-P+B+R, JCP G 2009, II, 10169
- 2) L'affirmation de la nature commerciale des actes relatifs à l'organisation d'une société commerciale**, Cass. com. 12 fév. 2008, n° 07-14.912, JCP G 2008, II, 10130
- 3) La prescription de la créance d'un contrat d'entreprise conclus entre commerçants**, Cass. 3^e civ. 10 oct. 2007, n° 06-17.222, JCP G 2008, II, 10089 et JCP E 2008, 1750
- 4) L'inefficacité du mandat implicite pendant la période de formation de la société**, Cass. com. 9 oct. 2007, n° 06-16.483 JCP G 2008, 10068 et JCP E 2008, 1517
- 5) La fin de la procédure de redressement pour extinction du passif**, CA Caen 6 déc. 2007, JCP E 2008, 278
- 6) La réaffirmation de la définition jurisprudentielle de l'artisan**, Cass. com. 11 mars 2008, n° 06-20.089, JCP E 2008, 2050
- 7) La détermination de la compétence matérielle du tribunal de la procédure collective**, Cass. com. 2 oct. 2007, n° 06-17.104, JCP E 2008, 1750

- 8) **La survenance de la cessation des paiements en cours de procédure de conciliation**, CA Toulouse 10 mai 2007, JCP E 2008, 1643
- 9) **La contestation du créancier contre une décision rendue en application de l'article L 611-7 al 5 du Code de commerce**, CA Douai 27 mars 2007, JCP E 2008, 1433
- 10) **L'appréciation de la contrepartie dans la vente à prix symbolique**, Cass. 3^e civ. 23 mai 2007, n° 06-13.629, JCP E 2008, 1351
- 11) **L'avocat associé d'une société d'exercice libéral n'exerce pas une entreprise libérale pour son propre compte**, CA Paris 20 nov 2007, JCP E 2008, 1045
- 12) **Le retrait de l'associé d'un groupement d'exploitation agricole en commun, GAEC**, Cass com 17 juin 2008, n° 07-14.965, JCP N 2008, 1306
- 13) **L'activité d'une coopérative d'utilisation du matériel agricole, CUMA, n'est pas de nature agricole**, Cass 3^e civ 15 mai 2008, n° 07-12.661, JCP N 2008 1290
- 14) **L'obligation de conformité dans la vente de vin à l'agréage : le tartre peut-il être un défaut de conformité ?**, CA Toulouse 29 avril 2008, RDR 2008, comm 246
- 15) **La résolution du plan de continuation pour cause de survenance de la cessation des paiements**, Cass com 18 mars 2008, n° 06-20.510, RDR 2008, comm 242
- 16) **Les obligations à la charge du séquestre dans le cadre d'une saisie-conservatoire de vin**, note Cass 1^e civ 15 mai 2008, n° 07-11.250, RDR 2008, comm 187
- 17) **Nestor Burma rattrapé par ses créanciers ou les conditions d'ouverture d'un redressement judiciaire à l'encontre d'un agent de recherche privé**, Cass. com. 27 mai 2008, n° 07-13.131, Gaz proc coll 2008/3, 27-29 juil 2008, p. 21

2007 et années antérieures

- 1) **Qualification du jugement prononçant la résolution du plan de continuation**, Cass. com. 18 sept. 2007, n° 06-20.289, FS-P+B+R+I, JCP E 2007, 2585
- 2) **Les conditions d'ouverture de la procédure de sauvegarde doivent être appréciées au jour où il est procédé à son ouverture**, Cass. com. 26 juin 2007, n° 05-16.200, FS-P+B+R+I,, Gaz proc coll 2007/4, 26 oct. 2007, p. 20
- 3) **L'action en paiement à l'encontre d'un associé sur le fondement de l'article L 211-2 CCH n'est pas subordonnée à l'admission de sa créance**, Cass. 3^e civ. 14 fév 2007, n° 05-21.488, LPA 12 juin 2007, p. 19
- 4) **La mise en œuvre de difficultés de nature à conduire à la cessation des paiements de l'article L 620-1 du Code de commerce**, CA Lyon 31 mai 2006, Gaz proc coll 2006/4, 6-7 oct 2006, p. 7
- 5) **Le débiteur, redevenu maître de ses biens**, Cass com. 21 fév. 2006, n° 04-10.187, LPA 27 avril 2006, p. 18

6) L'affaire Metaleurop : confusion des patrimoines ou comblement du passif ? Cass. com. 19 avril 2005, n° 05-10.194, Gaz proc coll 2005/4, 4-5 nov 2005, p. 3

7) Les conditions de la poursuite des associés d'une société civile par un créancier social, note CA Dijon 12 sept 1997, LPA 15 janv 1999, p 23

8) La révocation du contrat de crédit affecté pour manquement à l'obligation de délivrance du vendeur en redressement judiciaire, note Cass com 20 mai 1997, LPA 19 déc 1997, p. 23

9) L'appel-nullité et l'effet dévolutif, note Cass 28 mai 1996, n° 94-14.232, LPA 9 mai 1997, p. 13

4 ° Chroniques de jurisprudence et brèves

a) Revue des procédures collectives (LexisNexis) depuis 2002

- Période d'observation, depuis juin 2002 semestrielle jusqu'en 2009, puis bimestrielle à compter de 2010

Chronique mai 2014

1) L'administrateur est tenu aux obligations légales et conventionnelles incombant au chef d'entreprise, CA Paris, 11 mars 2014, Rev. proc. coll. 2014, comm. 56

2) Etendue de la mission de l'administrateur et fonctionnement des comptes en banque, Cass. com. 4 juin 2014, n° 12-17.203, Rev. proc. coll. 2014, comm. 57

3) Acte de gestion étranger à la gestion courante, Cass. soc. 29 mai 2013, 2 arrêts, n° 11-22.834 et n° 12-17.158, Rev. proc. coll. 2014, comm. 58

4) Ouverture d'une nouvelle période d'observation afin de permettre l'élaboration du projet de plan, CA Lyon, 24 oct. 2013, Rev. proc. coll. 2014, comm. 59

- Personnes civiles et procédures collectives depuis 2003, annuelle jusqu'en 2009, puis semestrielle à compter de 2010

Chronique sept. 2014 :

1) Extension de procédure et audition de l'ordre professionnel, Cass. com. 5 nov. 2014, n° 12-21.799, Rev. proc. coll. 2014, comm. 131

- 2) Organismes de sécurité sociale des professions libérales : qualification du fait générateur des créances**, Cass. com ; 9 juil. 2013, n° 12-20.649, Rev. proc. coll. 2014, comm. 132
- 3) Activité agricole : éligibilité aux procédures collectives (éleveuse de chats)**, CA Reims, 28 janv. 2014, Rev. proc. coll. 2014, comm. 133
- 4) Activité agricole, qualification (vinification)**, CE 8^e et 3^e ss., 20 nov. 2013, n° 360562, Rev. proc. coll. 2014, comm. 134
- 5) Revendication, croissance de jeunes animaux, condition de l'existence en nature**, Cass. com. 11 juin 2014, 13-14.844, Rev. proc. coll. 2014, comm. 135
- 6) Warrant agricole**, CA Colmar, 1^{er} mars 2014, Rev. proc. coll. 2014, comm. 136
- 7) Bail rural, bailleur en liquidation judiciaire, résiliation du bail**, CA Nîmes, 26 sept. 2013, Rev. proc. coll. 2014, comm. 137
- 8) Clôture pour insuffisance d'actif, interdiction de la reprise des poursuites, droit aux prestations sociales du débiteur**, Cass. 2^e civ., 13 févr. 2014, Rev. proc. coll. 2014, comm. 138
- 9) Procédures applicables aux syndicats de copropriétaires en difficulté**, Loi ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014, Rev. proc. coll. 2014, comm. 139

b) Gazette des procédures collectives (devenue Gazette spécialisée Droit des entreprises en difficulté en 2010) depuis 2005

- Ouverture de la procédure, de 2005 à juillet 2009, trimestrielle, puis :

- Les solutions de la procédure, les plans de continuation, de redressement et de sauvegarde, depuis novembre 2009, trimestrielle

2015 à paraître en janvier

- 1) Remise des fonds non affectés par le commissaire à l'exécution du plan à l'administrateur judiciaire après le prononcé de la liquidation judiciaire**, Cass. com. 14 oct. 2014, n° 13-10994
- 2) Examen préalable obligatoire du plan de redressement avant la cession**, Cass. com. 4 nov. 2014, n° 13-21703 et n° 13-21712

Gazette Droit des entreprises en difficulté des 5-7 sept. 2014

- 1) Notion de possibilité sérieuse pour l'entreprise d'être sauvegardée**, Cass. com. 18 mars 2014, n° 13-10.858, Gaz. pal. 5-7 sept. 2014, p. 35

2) Tierce-opposition pour excès de pouvoir contre le jugement modifiant le plan, Cass. com. 18 mars 2014, n° 12-28.986, Gaz. pal. 5-7 sept. 2014, p. 36

c) Lexisnexis 360° Notarial depuis janvier 2014

Rédaction d'une actualité en droit rural tous les mois (brèves relatives à un arrêt ou sur une question d'actualité législative), publiée en ligne sur le site :

1) Interdiction de céder le bail pour cause de manquements aux obligations conventionnelles du preneur, Cass. 3^e civ., 5 nov. 2014, n° 13-24.505, mis en ligne le 08/12/14

2) Défaut de notification du projet d'aliénation par le notaire, Cass. 3^e civ., 1^{er} oct. 2014, mis en ligne le 27/10/14

3) Vente aux enchères publiques autorisée par le juge du partage et droit de préemption de la SAFER, Cass. 3^e civ., 2 juillet 2014, n° 13-17.768, mis en ligne le 22/09/14

4) Conditions à remplir par le bénéficiaire du droit de reprise, Cass. 3^e civ., 21 mai 2014, n° 13-14.851, mis en ligne le 07/07/14

5) Conditions et mise en œuvre du droit de préemption du preneur marié, Cass. 3^e civ., 7 mai 2014, n° 13-11.776, mis en ligne le 10/06/14

6) Conditions de mise en œuvre du droit de préemption du preneur : la domiciliation du bailleur en l'étude du notaire chargé d'instrumenter, Cass. 3^e civ. 12 mars 2014, n° 12-22.440, mis en ligne le 28/04/14

7) Statut d'ordre public du fermage : petites parcelles, Cass. 3^e civ., 22 janvier 2014, n° 12-27.211, mis en ligne le 03/03/14

8) Notification de l'intention d'aliéner un ensemble agricole indivisible, CA Toulouse, 20 janv. 2014, n° 12/02044

9) L'unicité du bail rural : du contrat au paiement des loyers, Cass. 3^e civ., 22 mai 2014, n° 12-22.310, mis en ligne le 06/01/14

d) Lexisnexis 360° Entreprise depuis septembre 2014

Rédaction d'une actualité en droit des sociétés ou en droit des entreprises en difficulté, tous les mois (brèves relatives à un arrêt ou sur une question d'actualité législative), publiée en ligne sur le site :

1) Caractère institutionnel de la rémunération du président de SAS, Cass. com. 4 novembre 2014, n° 13-24.889, mis en ligne le 10/12/14

2) Modalités de mise en œuvre du droit de retrait d'une société coopérative, CA Paris, 11 septembre 2014, n° 13/09017, mis en ligne le 10/11/14

3) Qualité pour demander en justice la dissolution pour justes motifs, Cass. com. 16 sept. 2014, n° 13-20.083, mis en ligne le 15/10/1

B - INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES

1° Colloques publiés internationaux

1) Colloque International *La pensée de François Gény*, Nancy le 20 octobre 201 et Metz le 21 octobre 2011 (François Geny et le Groupement foncier forestier), collec. *Thèmes et commentaires*, Dalloz 2013

2) Dans le cadre du projet « *Droit privé européen : l'unité dans la diversité ?* », la 2^e session a eu lieu les 21 et 22 octobre 2010 à Nancy « **Convergences en droit de l'entreprise ? », contribution « Sociétés civiles, sociétés commerciales ; une distinction entre pertinente en droit français ? », éd. Sellier european law publishers, 2012, p. 225 à 233**

2° Colloques publiés nationaux

1) La qualification juridique de la vente directe, Nantes 10-11 octobre 2014, in Congrès annuel de l'AFDR « *Les producteurs face au marché* », actes à paraître in *Rev. Dr. rural*

2) Le particularisme de l'agriculture, Colloque LADEF, Paris, 11 juin 2013

3) La truffe vue par le juriste, in *Les Usages non ligneux de la forêt*, Normal Sup, Paris 26 janv. 2013,

4) Les difficultés financières du couple en agriculture, Nancy 12- 13 octobre 2012, in *Colloque le Couple en agriculture*, organisé en partenariat avec l'AFDR (congrès annuel)

5) Entretiens de droit vitivinicole, 30 novembre 2011 « De la vigne au droit », Villa Bissinger, Aÿ, **Rapport de synthèse**, RD rural en cours de publication (numéro août-sept 2012)

6) in Colloque : *Le Luxe et le Droit*, Nancy le 16 septembre 2011, *Revue Lamy Droit des Affaires*, décembre 2011,

7) Du commerçant et de l'artisan à l'activité commerciale et artisanale, in *Colloque L'entreprise individuelle commerciale et artisanale dans tous ses états*, Nancy le 3 décembre 2010, actes publiés à la *Revue Lamy Droit des Affaires*, février 2011, p. 59 à 94

3° Colloques non publiés

- 1) **Finance participative et agriculture** : présentation du nouveau cadre juridique, in « *Finance participative et agriculture, quelles opportunités ?* », organisé par Saf agr'iDébats, Paris, le 4 novembre 2014 (50 participants)
- 2) **EIRL, Structure d'exercice de la profession d'avocat** : congrès annuel ANAAFA, Paris le 24 mai 2013
- 3) **Le périmètre de la transmission de l'entreprise agricole**, in « *Les grands thèmes de la transmission de l'entreprise agricole* » Nancy le 31 mai 2013 (120 participants)
- 4) **Le droit de la nature et de l'environnement : l'exemple du droit forestier**, in « *Colloque Sciences économiques, sociales et humaines appliquées à la forêt et à la filière bois* », Paris 19-20 novembre 2012
- 5) Conférence sur « **Pertinence et adéquation des changements législatifs relatifs au traitement des situations de surendettement depuis 1989** » dans le cadre de la journée d'études organisées par le BETA, Laboratoire d'économie de la Faculté de Droit, Sc économiques et Gestion de Nancy sur le surendettement des particuliers, Nancy, le 7 avril 2010
- 6) **L'amélioration des conditions d'ouverture des procédures par l'ordonnance de 2008 et le décret de 2009**, in Colloque, *Le droit des entreprises en difficultés après l'ordonnance du 18 décembre 2008*, Nancy le 11 juin 2009 (250 participants)
- 7) **Le sort des créances du quotidien d'un débiteur soumis à une procédure collective**, Université de Bourgogne, Dijon, 27 mars 2009
- 8) **Droit des créanciers cocontractants, in Droit des entreprises en difficulté**, applications pratiques, Dijon, 27 novembre 2006
- 9) **La société coopérative, outils de développement**, Congrès annuel de l'Association Tiers-Monde, Nancy mai 2004
- 10) **L'organisation et l'administration de la société coopérative européenne**, Groupement National de la Coopération, Paris, septembre 2003

D - ENCYCLOPEDIES JURIDIQUES

Encyclopédies LEXISNEXIS :

- 1) **Sociétés civiles - Sociétés d'exploitation agricole**, J.Cl. Sociétés Formulaire, Fasc E-200, 2014
- 2) **Biens de l'exploitation, éléments exclus du fonds de commerce**, J-Cl. Entreprise individuelle, Fasc. 1040,
- 3) **Entreprises agricoles en difficulté**, J-Cl. Rural, Fasc 30, 2012
- 4) **L'EIRL**, J-Cl. Commercial, Fasc 80, 2011

- 5) **Sociétés par actions simplifiées unipersonnelles**, J.-Cl. Entreprise individuelle, Fasc 970, 2010
- 6) **Procédures collectives agricoles**, J.-Cl. Procédures collectives, Fasc. 1715, 2012
- 7) **Domiciliation d'entreprise**, J.-Cl. Contrats-distribution, Fasc. 2190, 2009
- 8) **Location-gérance, généralités, conclusion du contrat**, J.-Cl. Contrats-distribution, Fasc. 1440, 2008,
- 9) **Location-gérance, effets, cessation du contrat**, J.-Cl. Contrats-distribution, Fasc 1445, 2008
- 10) **Biens de l'exploitation, éléments exclus du fonds de commerce**, J.-Cl. Entreprise individuelle, Fasc. 1040, 2001
- 11) **Biens de l'exploitation, concession immobilière**, J.-Cl. Entreprise individuelle, Fasc 1070, 1999

Répertoire Commercial Dalloz :

- **Le commerçant**, septembre 2013

IV - Formations professionnelles

- Séminaire formation IXIAD, Saint-Valéry (Somme), mai 2014, **Comparaison fonds de commerce/fonds agricole**
- Séminaire formation IXIAD, Lille, 22 novembre 2013, **Entreprises agricoles en difficulté**
- Séminaire formation ERAGE Lorraine, **Actualité de droit rural**, Nancy, 1^{er} décembre 2011
- Formation dans le cadre des « mardis de l'IFEC » (Institut Français des Experts-Comptables et des Commissaires aux comptes) : « **l'EIRL, un moyen pour l'entrepreneur individuel de minimiser son risque entrepreneurial** » Nancy 9 février 2011, Maison de la Comptabilité
- Formation Lexisnexis, **Actualité des sociétés agricoles**, Paris, 12 octobre 2010
- Formation des juges consulaires nouvellement élus (Formation ENM, Module 6, **Actualisation du Droit des entreprises en difficulté**), Nancy, 17-18 juin 2010
- Séminaire ERAGE Bourgogne, **réforme des procédures collectives**, Dijon 25 sept 2009
- Séminaire ERAGE Bourgogne, **modifications apportées par la loi LME du 4 août 2008 en droit des sociétés**, Dijon 26 juin 2009

- Formation LexisNexis : **la conciliation perfectionnée, la liquidation précisée**, Lyon, 10 décembre 2008
- Séminaire formation ENM déconcentrée à Nancy, **réforme du Livre VI du Code de commerce et règlement européen sur les procédures d'insolvabilité**, 7 avril 2006
- Ecole d'Avocats du Grand Est (ERAGE) Lorraine, janvier 2004 **Actualité des procédures collectives**,
- Centre de formation professionnelle des notaires, **Actualisation droit des sociétés**, Novembre 2001
- Ecole Nationale des Greffes, **Actualisation en droit des sociétés et le registre du commerce et des sociétés**, Dijon Avril 2000

V - Associations

Membre de l'Association Française des Docteurs en Droit (AFDD)

Membre de l'Association des Juristes de la Défaillance Economique (AJDE)

Membre du Conseil d'Administration l'Association Française de Droit rural (AFDR) après avoir été président fondateur de l'AFDR Section Lorraine entre 2012 et 2014.